

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/STR/N/1/CRI

24 juillet 1995

(95-2130)

Original: espagnol

COMMERCE D'ETAT

Notification conformément à l'article XVII:4 a) du GATT de 1994
et au paragraphe 1 du Mémoire d'accord
sur l'interprétation de l'article XVII

COSTA RICA

La Mission permanente du Costa Rica a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 30 juin 1995.

Conformément aux articles 2 et 3 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994, le Costa Rica présente ci-après sa réponse au questionnaire concernant le commerce d'Etat.

REPONSE DU COSTA RICA AU QUESTIONNAIRE CONCERNANT
LE COMMERCE D'ETAT

I. Enumération des entreprises commerciales d'Etat

Il n'existe au Costa Rica qu'une seule entreprise relevant des dispositions de l'article XVII du GATT de 1994¹. Il s'agit de la Raffinerie de pétrole du Costa Rica, S.A. (RECOPE) qui a le monopole des importations, du raffinage et de la distribution en gros du pétrole brut, des combustibles dérivés de ce produit, de l'asphalte et du naphte. La RECOPE est une entreprise commerciale d'Etat; elle a été constituée en société anonyme et l'Etat en est le seul actionnaire. C'est une personne morale qui est, au plan commercial, régie par le droit privé.

Les produits commercialisés par la RECOPE sont les suivants:

- Carburant pour diesel
- Essence
- Essence super sans plomb oxygénée (Super Eco)
- Carburant aviation (Jet-fuel A-1)
- Essences d'aviation (AV-GAS)
- Gazole lourd (carburant pour diesel lourd)
- Combustibles de soute
- Gaz de pétrole liquéfié (GPL)
- Kérosène
- Naphte léger
- Naphte lourd
- Asphalte de pénétration 80/100
- Bitumes émulsionnés
- Carburant marin IF-380
- Carburant marin IF-180
- Carburant pour diesel marin

II. Raison et objet de la création et du maintien des entreprises commerciales d'Etat

Le gouvernement costa-ricien considère que la commercialisation des combustibles revêt une importance stratégique pour le pays, ce qui explique que, dans ce secteur, le contrôle ou la participation de l'Etat sont très importants. L'intervention étatique a pour objet de garantir que les consommateurs trouvent sur le marché national des produits de première qualité au meilleur prix. Etant donné la taille de l'économie costa-ricienne, la division de ce marché pourrait se traduire par un manque d'efficacité au niveau de la production et de la commercialisation, aussi est-il préférable qu'une seule entreprise exerce ces activités. Une entreprise d'Etat peut vraiment se rendre compte des besoins et des responsabilités liés au développement énergétique et économique général du pays.

¹Pendant plusieurs décennies, le Conseil national de la production (CNP) a fonctionné comme une entreprise commerciale d'Etat dans le secteur des céréales de base. Mais, en février 1995, il a achevé le transfert au secteur privé de toutes ses opérations de commerce international - en particulier l'importation. Il a donc cessé d'exercer une influence sur le niveau et l'orientation des importations et des exportations. Désormais, le CNP n'a plus que les pouvoirs légaux, non exclusifs, d'importer des céréales de base lorsqu'il y a pénurie dans le pays. C'est pourquoi cette notification ne donne pas de renseignements additionnels sur le CNP.

L'intervention de l'Etat permet d'exercer un contrôle sur la politique des prix des combustibles, qui représentent 67 pour cent de l'énergie totale consommée dans le pays. Les prix des combustibles dérivés du pétrole ont une très forte incidence sur la stabilité des prix d'un grand nombre d'autres biens et services. Au Costa Rica, une légère variation des prix de ces combustibles suffit à alimenter l'inflation. Ainsi, par ses interventions, l'Etat remplit une fonction sociale importante, celle de maintenir la stabilité macroéconomique.

Par ailleurs, seule une entreprise d'Etat est capable de sensibiliser les agents économiques à la question de l'environnement dont il faut tenir compte dans le secteur des hydrocarbures.

La RECOPE est régie par deux lois: 1) la Loi portant création de la Raffinerie de pétrole du Costa Rica, n° 6588, du 24 juillet 1981, publiée dans La Gaceta (Journal officiel) n° 154 du 13 août 1981; et 2) la Loi sur le monopole d'Etat concernant l'importation, le raffinage et la distribution en gros du pétrole brut, des combustibles dérivés de ce produit, de l'asphalte et du naphte, n° 7356, du 24 août 1993, publiée dans La Gaceta n° 170 du 6 septembre 1993.

La Loi n° 6588 est accompagnée de deux règlements: 1) le Règlement d'application de la Loi n° 6588, qui constitue le Décret exécutif n° 14874-MIEM du 29 septembre 1983, publié dans La Gaceta n° 194 du 14 octobre 1983; et 2) un règlement spécial pour la fixation des prix en cas d'urgence, intitulé "Formule d'ajustement des prix des hydrocarbures vendus sur le marché national", qui constitue le Décret exécutif n° 19870-MIRENEM du 23 août 1990, publié dans le Supplément n° 29 de La Gaceta n° 160 du 27 août 1990. Ce décret régit uniquement la procédure spéciale de fixation des prix qui est décrite dans la Partie III de la présente notification.

III. Description du fonctionnement de l'entreprise commerciale d'Etat

La RECOPE importe, transforme et commercialise tout le pétrole brut et tous ses dérivés qu'ils soient destinés à la consommation intérieure ou à l'exportation (le pays ne produit pas de pétrole). Sur la base de ses études annuelles de la demande, la RECOPE achète, sur le marché international, du pétrole brut et des produits finis. Le volume des importations de ces produits est déterminé en fonction de la capacité de raffinage des installations de la RECOPE et des prévisions annuelles de la demande intérieure et de la demande d'exportations. La capacité de la raffinerie de la RECOPE est d'environ 655 000 m³ de pétrole brut par an. La RECOPE importe en complément une certaine quantité de produit fini pour couvrir tous les besoins en combustibles du pays. Il ne s'agit pas d'une entreprise à but lucratif et elle ne peut pas fixer de marge bénéficiaire en ce qui concerne ses opérations commerciales. Comme il est indiqué plus bas, elle ne peut prendre en compte dans ses prix que les coûts de fabrication, la matière première, les impositions sur les importations de pétrole et de produits dérivés et une marge déterminée pour le développement de ses activités. Elle est imposée comme toute autre entreprise privée; elle ne bénéficie d'aucune exonération ni d'aucun allégement fiscal spécial.

La RECOPE achète le pétrole brut et ses sous-produits sur le marché international selon des critères commerciaux stricts. Elle ne négocie pas de contrats à long terme, la durée maximale des contrats n'ayant pas dépassé un an. Dans la pratique, le Pacte de San José n'interdit pas d'acheter les produits là où les intérêts commerciaux de l'entreprise, et par conséquent ceux du pays, sont les mieux servis.

L'entreprise a des droits exclusifs en matière d'importation mais pas d'exportation. Les commerçants privés ne sont pas autorisés par la loi à importer un des produits indiqués; seule la RECOPE peut le faire. Toute personne physique ou morale qui achète un produit à la RECOPE peut le revendre à l'exportation. Ce type de transaction est toutefois très peu courant. Les exportations normalement effectuées par la RECOPE ne nécessitent pas de mouvements transfrontières des produits; en effet, par exportations, il faut entendre les ventes aux entreprises établies dans les différentes zones

franches, ainsi que les ventes faites aux navires et avions étrangers qui s'approvisionnent dans le pays. Les statistiques jointes en annexe indiquent les volumes des ventes intérieures et des ventes à l'exportation des trois dernières années.

Les critères servant à déterminer le volume des importations et des exportations sont fondés sur les besoins nationaux de chaque secteur (celui de la consommation locale et celui de l'exportation). Les achats sont effectués en fonction des résultats des études réalisées par le Département des analyses financières de la RECOPE sur la demande intérieure et le taux de croissance de la demande prévu pour l'année suivante.

La RECOPE ne détermine pas le prix de ses produits. Les prix des combustibles sont en effet établis par le Service national d'électricité (SNE), entité publique chargée de la réglementation des tarifs locaux de l'énergie. Selon la procédure ordinaire, la RECOPE envoie une étude annuelle de sa structure des coûts et présente, ou non, une demande d'ajustement des prix. Le SNE examine la proposition, vérifie les données et répond favorablement à la demande de la RECOPE ou la rejette. Il remplit une mission de service public et, à ce titre, il prend des décisions objectives dans l'intérêt général, c'est-à-dire dans l'intérêt du producteur (la RECOPE) et des consommateurs. Il arrive de temps à autre que le SNE décide qu'il n'est pas nécessaire d'augmenter les prix des combustibles pendant l'année en cours ou qu'il faut baisser les prix. Il existe également une procédure extraordinaire pour demander un ajustement et fixer les prix dans des circonstances exceptionnelles. Les procédures ordinaires et extraordinaires sont décrites ci-dessous.

Les critères et les procédures concernant la fixation des prix des produits consommés dans le pays, qui sont dûment réglementés par la Loi n° 6588 et les deux règlements connexes, sont les suivants:

Procédure ordinaire: Au cours du premier trimestre de chaque année, la RECOPE présente au SNE une analyse de sa situation financière et une demande de fixation des prix s'il s'avère nécessaire de procéder à un réajustement des finances de l'entreprise. Dans le cadre de cette procédure, la RECOPE doit fournir les renseignements suivants:

- 1) Des renseignements sur la demande de combustibles pendant une période de deux ans, à savoir les données réelles pour l'année antérieure et les projections pour l'année en cours.
- 2) Des renseignements sur le niveau de production en fonction du rendement de la raffinerie et des différents types de pétrole brut qu'il est nécessaire d'importer. Il est tenu compte de la production de combustibles, de la demande et du niveau minimal des stocks permettant de satisfaire pendant 30 jours la demande minimale normale de produits finis et, pendant 45 jours, la demande de pétrole brut.
- 3) Des renseignements sur les investissements nécessaires pour faire face aux impératifs de développement. Bien qu'il s'agisse d'un facteur à long terme, les estimations sont réalisées pour des périodes de deux ans.

L'étude des prix tient compte des paiements au titre du service de la dette interne, des impositions sur les importations et les ventes et des droits à l'importation, des frais d'exploitation et d'administration ainsi que des coûts externes (marges des distributeurs pour la commercialisation au détail, frais de transport et analyse de la qualité).

Une fois achevée la quantification des éléments susmentionnés, on détermine le niveau des recettes et des dépenses; on procède ensuite à un examen visant à établir le niveau du déficit ou de

l'excédent. Le déficit éventuel est pris en compte pour calculer l'augmentation de prix. Il est divisé par le nombre de litres vendus dans le pays, ce qui donne une moyenne par litre; l'entreprise pourra retrouver son équilibre financier si l'augmentation du prix au litre équivaut à cette moyenne. Si la situation financière est excédentaire, une baisse des prix peut être envisagée.

Le prix arrêté est un prix unique, appliqué dans tout le pays. Plus la destination du combustible est éloignée, plus le coût de transport est élevé, mais le consommateur final paie le même prix, car la RECOPE inclut un coût de transport moyen dans la structure des prix.

Procédure extraordinaire: Ce mécanisme de fixation des prix en cas d'urgence a été créé en 1990 à la suite des fluctuations des prix internationaux du pétrole dues à la guerre du Golfe. En principe, il peut être déclenché si des variations importantes sont observées au niveau: 1) du prix international du pétrole et de ses sous-produits; 2) du taux de change de la monnaie nationale par rapport au dollar des Etats-Unis; et 3) des droits de douane appliqués au pétrole et à ses sous-produits. Cette formule a été utilisée pour approuver des augmentations aussi bien que des baisses de prix et, au SNE, la procédure d'approbation prend entre huit et 15 jours.

S'agissant de certains combustibles destinés à l'exportation, les procédures de fixation des prix sont les mêmes que celles qui sont décrites ci-dessus, mais les critères sont différents. L'essence et le carburant pour diesel destinés à l'exportation ne sont pas soumis à des critères spéciaux de fixation des prix et cela vaut également pour les autres combustibles, à l'exclusion des carburants marins et des carburants aviation. Des critères spéciaux sont en effet appliqués dans le cas des carburants marins (IFO) et des carburants aviation (Jet-fuel et AV-GAS).

S'agissant des carburants marins, il existe une formule simple pour les achats inférieurs à 25 000 barils, qui consiste à ajouter au "prix fort Nouvelle-Orléans" 12 dollars par tonne métrique. Pour les achats dépassant 25 000 barils, il faut ajouter 5 dollars par tonne métrique au prix fort Nouvelle-Orléans.

Pour le Jet-A1, le prix est calculé en ajoutant au prix moyen côte du golfe du Mexique un certain montant en dollars par litre acheté. Pour déterminer le prix de l'AV-GAS, il faut ajouter au prix Platts Maraven un certain montant en dollars par litre. Ces deux montants additionnels ont pour objet de rendre le prix de ces combustibles compétitifs au niveau international. Pour les compagnies aériennes qui transportent des touristes et ont un contrat touristique, le prix de ces combustibles est moins élevé et il correspond à la moyenne des prix pratiqués dans quatre aéroports de la région (Mexico, Panama, Bogota et Tegucigalpa).

IV. Renseignements statistiques

Le tableau reproduit en annexe donne, sous une forme comparable, les chiffres concernant les importations, le raffinage effectué dans le pays, les ventes intérieures et les ventes à l'exportation de pétrole brut et de produit fini; ces statistiques sont exprimées en quantité et en valeur et concernent les années 1992, 1993 et 1994 et la période allant de janvier à avril 1995.

V. Raisons de l'absence éventuelle de commerce avec l'étranger pour les produits en cause

L'entreprise a commercé avec l'étranger dans les conditions indiquées ci-dessus.

VI. Renseignements complémentaires

Il existe un projet de loi qui permettrait au SNE de conserver son pouvoir réglementaire même si l'organisation monopolistique actuelle devait être modifiée. Ce projet de loi sera examiné par l'Assemblée législative en juillet 1995. Il n'existe aucun plan officiel visant à modifier le statut actuel de la RECOPE.

ANNEXE

Tableau statistique RECOPE

Produit		Importations		Production raffinée	Ventes intérieures		Exportations	
Année		m ³	Dollars EU	m ³	m ³	Dollars EU	m ³	Dollars EU
1992	Pétrole brut	638 313	76 692 325	588 968	1 531 696	343 070 000	114 305	15 286 000
	Pétrole transformé	891 360	135 187 157					
1993	Pétrole brut	654 430	71 215 806	588 833	1 637 154	358 296 000	132 573	14 155 000
	Pétrole transformé	1 054 737	144 174 573					
1994	Pétrole brut	632 469	64 213 668	571 911	1 878 553	370 776 000	93 670	11 755 000
	Pétrole transformé	1 305 147	171 179 063					
1995	Pétrole brut	307 806	34 910 713	n.d.	705 035	151 839	55 287	6 427 000
	Pétrole transformé	439 369	58 565 939					

Note: Pour 1995, les chiffres correspondent à la période allant de janvier à avril.

Source: Département de la programmation internationale (Departamento de Programación Internacional), RECOPE, mai 1995.